

L'indépendant

HEBDOMADAIRE D'INFORMATION ET D'ANALYSES N° 1478 DU JEUDI 28 OCTOBRE 2021 * 29ÈME ANNÉE * PRIX : 3000 FG * ZONE CEFA : 500



P.4

Nominations des
membres du
gouvernement
au compte-goutte

Sont-elles liées à des couacs ?

Mohamed Bazoum,
président du Niger

**«Je pensais qu'Alpha
Condé contrôlait et
maîtrisait son armée,...»**

P.3

Colonel Amara Camara révèle
**«Des militaires ont été
arrêtés et conduits
à la maison centrale»**

P.4



P.3

Présidence de la CENI

Khalifa Gasama Diaby
« pas intéressé »

Lancement de la semaine du soldat 2021

Voici le discours du ministre Délégué à la présidence chargé de la Défense nationale

Officiers, Sous-officiers, Militaires du rang ;

Le Peuple de Guinée commémore la création de son Armée le 1er novembre prochain.

A cette date, l'Armée Guinéenne fêtera ses soixante-trois ans, qui représentent déjà l'âge de la maturité.

Chaque année, cet anniversaire est précédé d'une semaine appelée «**La Semaine du Soldat**», ponctuée d'activités des différentes composantes de l'Armée, couvertes par la radiotélévision nationale et les médias partenaires.

Cette semaine du Soldat que j'ai l'honneur de lancer, est essentiellement consacré à la réflexion sur la mission globale de l'Armée et les conditions dans lesquelles elle s'accomplit au fil de l'année.

Elle offre l'opportunité de faire une rétrospective qui permet de corriger les

faiblesses et d'envisager les perspectives susceptibles de qualifier l'instrument de défense de notre souveraineté.

Ce temps d'arrêt est l'occasion de rendre un vibrant hommage aux pères fondateurs de cette vaillante armée et aux nombreux martyrs tombés sur les différents champs de batailles en défendant l'honneur de notre Patrie.

Durant la période du 25 au 31 octobre 2021, les médias aideront le peuple de Guinée à mieux comprendre les transformations qui s'opèrent dans leur Armée Nationale.

Cette année, la semaine du soldat et la commémoration du 1er novembre se dérouleront dans un contexte particulier, marqué par les premiers pas de la transition politique ouverte dans notre pays le 05 septembre 2021 par le Comité National du Rassemblement pour le Développement (CNRD).

La grande ferveur populaire qui a suivi cette prise du pouvoir témoigne que l'Armée Guinéenne est en phase avec son peuple.

C'est le lieu de remercier et de féliciter le CNRD et singulièrement son Président, le Colonel Mamadi DOUMBOUYA, Chef Suprême des Armées, pour sa clairvoyance et son courage qui ont permis d'amorcer une nouvelle ère d'espérance pour la Guinée.

Cette volonté de l'Armée Guinéenne de jouer un rôle majeur dans la vie de notre



pays ne peut se réaliser sans sacrifices et une profonde remise en cause.

C'est pourquoi, lors de ma prise de fonction, j'avais souligné l'état dans lequel se trouve notre outil de défense. Je compte donc sur l'implication de chacun et de tous pour poursuivre sa qualification.

Officiers, sous-officiers, militaires du rang ;

En vous remerciant au nom du CNRD et de son Président pour l'esprit de corps qui a prévalu le 05 septembre 2021, je vous invite à resserrer les rangs, à vous surpasser dans l'accomplissement des tâches quotidiennes tout en indiquant la voie du renouveau à notre peuple par le bon exemple.

Chaque soldat, à son poste de responsabilité, doit donc faire face à ses devoirs, pour que le peuple soit davantage fier de son Armée.

L'Armée doit servir et accompagner les institutions de la transition par l'accom-

plissement de ses missions régaliennes et sa participation au processus de développement socioéconomique du pays.

De même, elle doit poursuivre sa participation aux opérations de maintien de la paix auprès de la communauté internationale.

C'est dans ce cadre que le 7ème bataillon Gangan, auquel je souhaite plein succès, est en phase de déploiement à Kidal au sein de la Mission Multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA).

Les sacrifices sont nombreux et contraignants, mais nous devons être capables de les surmonter pour l'intérêt supérieur de la Nation.

J'exhorte donc les organismes de commandement à prendre toutes les dispositions nécessaires pour l'atteinte des objectifs fixés par le CNRD.

La mise en œuvre de la Loi de Programmation Militaire 2021-2026 étant une nécessité, la mobilisation des ressources pour son exécution doit faire partie des priorités du Ministère de

la Défense Nationale.

J'en profite pour remercier tous les partenaires techniques et financiers qui appuient et accompagnent le département de la défense dans le processus de la Réforme du Secteur de Sécurité.

Aux officiers généraux, admis à faire valoir leurs droits à la retraite, j'adresse, au nom du Chef Suprême des Armées, mes remerciements pour tous les loyaux services rendus à la Nation.

Je souhaite par anticipation bonne fête de l'Armée Guinéenne à toutes et à tous.

C'est sur ces mots que je déclare ouverte, **la semaine du soldat 2021, en prélude au 63ème anniversaire de l'Armée Guinéenne.**

Vive l'Armée Guinéenne ;

Vive le CNRD ;
Que Dieu bénisse la Guinée et les Guinéens.
Je vous remercie.

Aboubacar Sidiki CAMARA
Ministère délégué à la Présidence chargé de la Défense nationale
Transmis Par la Cellule de Communication du Gouvernement

L'indépendant

Hebdomadaire d'information et d'analyses édité par la Société de Presse et d'Impression (SPIC)

Siège: Quartier Dar-Es-Salam sur la route Leprince
Commune de Ratoma
Email: lindependantguinee@gmail.com
- Tél : 664.63.09.53 - BP: 2427
Conakry

Redacteur en chef

Amadou Sadjou DIALLO: 624 37 26 68
Email: dialloamsadjo@gmail.com

Comité de rédaction

Amadou Sadjou DIALLO
Alpha Amadou DIALLO
Amadou Tidiane DIALLO
Moussa THIAM

P.A.O

N. S. SOUMAORO

Recouvrements, Abonnements,

Marketing, Publicités & Annonces

Mamadou Aliou Diakité Tél.
664.63.09.53/
622.04.62.21

E-mail: madalgo1@gmail.com

Distribution: SPIC / Maison du Livre

Impression: SPIC/Imprimerie Warh Business Groupe

Lisez le journal numérique sur le site
www.kefinafasso.com

Lisez le journal
numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Avis très important

Pour vos avis, annonces et publicités, Publi-reportages, couvertures médiatiques et abonnements, contactez le service commercial et marketing au

Tél. : 664 63 09 53 / 622 04 62 21

E-mail : lindependantguinee@gmail.com

Présidence de la CENI

Khalifa Gasama Diaby

« pas intéressé »

L'ancien ministre de l'Unité nationale et de la Citoyenneté, était l'invité de la radio Espace Fm, dans son émission phare "Les Grandes gueules", le lundi 25 octobre dernier. De la charte de la transition à l'éventuelle recomposition de la CENI, Khalifa Gassama Diaby, sans langue bois donne son point de vue.



Un bémol au niveau de la charte

« La seule chose que je regrette pour la charte est que la rédaction de la charte n'ait pas été précédée par la mise en place d'un cadre permanent de dialogue avec les différents acteurs politiques et que cette charte provienne de ce cadre-là. En terme de processus, c'est ce que je regrette parce que je pense que c'est essentiel et je mets l'accent là-dessus, il est important pour les acteurs de la transition de ne pas simplement penser que tous les débats soient évacués au niveau du CNT. Nous avons des acteurs politiques essentiels dans ce pays, il faut que le chef de l'État, le colonel Mamady Doumbouya et son équipe mettent en place un cadre de discussion et de dialogue avec les acteurs essentiels de ce pays et que cette discussion soit permanente pour que les décisions qui doivent être prises soient précédées par une dynamique de consensus et d'accords. Il ne faudrait pas faire les choses à l'envers, c'est-à-dire on prend les décisions et on discute sur les décisions. Je plaide pour la mise en place de ce cadre ».

« Pour la charte, il n'y a pas de eu de processus, de mécanisme pour son adoption qui ait été un mécanisme transparent. Il n'a pas été transparent. On ne peut pas dire que le mécanisme, le processus qui a amené à l'adoption de la charte ait été un mécanisme inclusif. Personne ne peut dire officiellement qui a rédigé la charte. Il n'y a pas eu par la forme une démarche consensuelle mais il y a eu un consensus à posteriori puisque quand la charte a été publiée, on a vu, entendu, écouté la réaction des différents acteurs politiques approuver la charte. Ce défaut de consensus n'a plus le lieu d'être puisque qu'à posteriori, la charte a été acceptée ».

Du ministère de la Citoyenneté

« Pour le ministère, il était mon bébé mais après il a été adopté par un autre donc je n'ai plus la paternité. Je pense que si les nouvelles autorités ont décidé d'enlever ce ministère, gouverner, c'est un choix politique, mais aussi c'est un choix de méthode. Mais s'ils l'ont fait, ils ont une autre vision des choses, une autre façon peut-être d'organiser les choses. Je n'ai nécessairement un

regard triste là-dessus. Le souhait est que la question de l'unité nationale, la question de la nation en Guinée qui est partie du principe de justice et de vérité soit au cœur de la gouvernance, qu'elle soit transitoire. C'est l'essentiel, qu'on acquière ce ministère ou pas... ».

Un mouton de sacrifice

« Pour la CENI, il faut que les choses soient très claires. Je n'ai aucune intention d'être le mouton de sacrifice. Je ne suis pas intéressé par la CENI. Je n'en veux pas. Ce pays n'est pas un pays sérieux. Je le dis très clairement. C'est un pays où on vous met à des situations où ceux-là même, je ne parle pas nécessairement des nouvelles autorités, mais de tous les acteurs, ceux-là même qui vous mettent en position, c'est à quand vous montez sur l'arbre, pendant que vous montez, on vous coupe l'arbre dessous. Il faut qu'on apprenne à être sérieux dans ce pays. Vous avez une structure qui n'a d'indépendance que de nom, qui n'a pas de capacité structurelle suffisante, qui n'a pas suffisamment d'hommes à l'intérieur. Vous mettez des acteurs politiques avec des options différentes. Peut-être quelqu'un d'autre mais moi ça ne m'intéresse pas ».

Une synthèse de Sadjo Diallo

Avis important

L'Administration et la Direction du groupe de presse "L'Indépendant/Le Démocrate" constatent ces derniers temps, avec regret, que des individus non identifiés se présentent au niveau des institutions nationales et internationales, ainsi qu'au niveau de certaines sociétés de la place, au nom des deux organes, sans aucune autorisation de leurs responsables.

Face à ces agissements relevant du délit, l'Administration et la Direction du groupe de presse "L'Indépendant/Le Démocrate" invitent cordialement et humblement les entités citées plus haut à se référer toujours à l'adresse mentionnée dans l'ours des deux journaux en cas de besoin.

Merci d'avance de la compréhension!

La Rédaction

Mohamed Bazoum, président du Niger

«Je pensais qu'Alpha Condé contrôlait et maîtrisait son armée,...»



Dans une interview accordée à Jeune Afrique, le président du Niger est revenu sur le coup d'Etat survenu en Guinée, le 05 septembre dernier. Mohamed Bazoum se dit surpris de ce putsch contre Alpha Condé, à qui son prédécesseur avait conseillé de ne pas briguer un troisième mandat. Par ailleurs, le chef d'Etat nigérien appelle la junte à organiser les élections dans un délai raisonnable.

Ci-dessous des extraits de son intervention

« Alpha et nous n'étions pas d'accord à propos de son troisième mandat. C'était de notoriété publique. Le président Issoufou le lui avait dit en toute camarade-

rie et il l'avait très mal pris, au point de nous considérer comme ses ennemis et de financer contre moi le candidat de l'opposition, Mahamane Ousmane. Ai-je été surpris ? Oui, en ce sens que je pensais qu'Alpha Condé contrôlait et maîtrisait son armée, ce qui n'était manifestement pas le cas.

Je souhaite qu'il soit libre, évidemment. Mais je ne suis pas Guinéen. J'ai cru comprendre que les militaires voulaient le maintenir sous leur garde jusqu'à ce que le pays soit engagé sur la voie d'un retour à une vie constitutionnelle normale. J'imagine qu'ils ont leur propre agenda ».

Un message aux putschistes

« Ne pas perdre de temps, là aussi. Éviter de se lancer dans des aventures fumeuses du type refondation de l'État, et organiser des élections démocratiques dans un délai raisonnable – c'est-à-dire un an environ. Le colonel Doumbouya, avec qui j'ai parlé, me semble être de bonne volonté et il est incontestablement populaire. Ce sont deux atouts qu'il ne doit pas gaspiller ».

Une synthèse de Sadjo Diallo

Nominations des membres du gouvernement au compte-goutte

Sont-elles liées à des couacs ?

Depuis la semaine dernière, le chef de l'Etat, colonel Mamadi Doumbouya a entamé l'ameublement du gouvernement. Au moment où nous mettions sous presse, seuls les noms de 12 ministres sur les 27, qui ont été dévoilés, dans un timing aussi non statique. Au point qu'une partie de l'opinion s'interroge sur la marche à pas comptés des nouvelles autorités du pays. Qu'est-ce qui se cache derrière cette lenteur ? Est-ce liée à une maladresse des nouvelles autorités ?



Même si ces décrets pour la plupart sont appréciés par la majorité des Guinéens à cause surtout de l'équilibre régionaliste, il faut noter que leur choix n'est pas obtenu comme qui rigole. Des propositions et contrepropositions des membres du CNRD, mais aussi des lobbys de l'intérieur et de l'extérieur du pays, se heurtent et traînent les pas du colonel-président, comme à la manière de défilé des Forces spéciales. Ceux qui ont des oreilles au palais Mohamed V, en savent.

S'il a pu proposer quelques-uns, le Premier ministre Mohamed Béavogui quant à lui, est presque qu'effacé dans ces nominations, car la majorité l'aurait été proposée voire imposée, en dépit de la charte de la transition qui lui confère la proposition de tous les membres du gouvernement.

Pour l'instant, nonobstant ces couacs, les nominations passent sans ciller

chez les populations.

Ci-dessous les ministres nommés...

A la date du jeudi, 21 octobre 2021

Général à la retraite Aboubacar Sidiki Camara, ministre Délégué à la présidence chargé de la Défense nationale ;

Monsieur Bachir Diallo, ministre de la Sécurité et de la Protection civile ;

Madame Lopou Lamah, ministre de l'Environnement et du Développement durable ;

Monsieur Abdourahmane Sické Camara, Secrétaire général du gouvernement avec rang de ministre.

A la date du lundi, 25 octobre 2021

Monsieur Julien Yombouno, **ministre du Travail et de la Fonction publique** ;

Monsieur Mamadou Pathé Diallo, **ministre de la Santé et de l'Hygiène publique** ;

Dr Mory Sandan Kouyaté, **ministre des Affaires étrangères, de la Coopération internationale, de l'Intégration africaine et des Guinéens de l'étranger** ;

Madame Charlotte Daffé, **ministre de la Pêche et de l'Economie maritime**.

A la date du mardi, 26 octobre 2021

Madame Diaka Sidibé, ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation ;

Madame Aïcha Nanette Conté, ministre de la Promotion féminine et de l'Enfance ;

Madame Rose Polo Pricemou, ministre de l'Information et de la Communication ;

Monsieur Yaya Sow, ministre des Infrastructures et des Transports.

Sadjo Diallo

Colonel Amara Camara révèle

«Des militaires ont été arrêtés et conduits à la maison centrale»

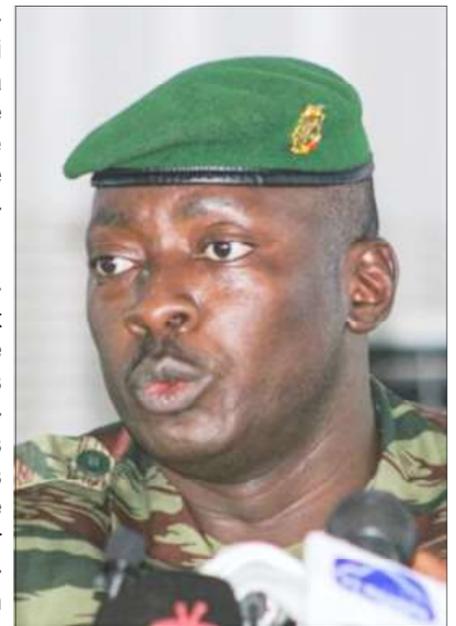
A l'occasion d'une conférence de presse, ce samedi 23 octobre, Colonel Amara Camara, ministre secrétaire général de la présidence de la République a été interpellé sur le mauvais comportement des hommes habillés.

« Dans le premier communiqué que le CNRD a fait passer, des soldats ont été pris dans le cas de flagrants délits de vols sur des populations que nous sommes sensées protéger. Des mesures ont été prises de façon catégorique pour aller dans le fond. Le CNRD a ordonné la mise en place d'un numéro vert à la disposition de la population pour les protéger contre les effets négatifs des soldats et des porteurs d'uniformes. S'il existe encore on vous invite à nous donner un maximum d'informations là-dessus » a intimé colonel Amara Camara.

Selon lui, certains hommes en uniforme ont été mis aux arrêts et conduits à la maison centrale de Coronthie « pour des comportements très indignes des soldats », mais « il n'y a pas eu de communication parce que des procédures normales et judiciaires ont été engagées ».

« Nous continuons également à faire des combats et des mesures sont en train d'être prises pour éradiquer les mauvaises graines dans nos rangs. Ça va continuer tous les jours même si ça ne fera pas l'objet de communication à chaque fois. Le CNRD veut, au même titre assainir l'administration publique et moraliser la gestion de la chose publique, donner un comportement digne d'un soldat, que le soldat guinéen soit celui qui est au service de la population et non qui va se servir de la population », a ajouté Colonel Amara Camara.

A propos des militaires qui se rendent chez les opérateurs économiques, des miniers, des industriels pour demander des cotisations, là-dessus Colonel Amara Camara, est catégorique : « Ça ne relève que de l'escroquerie et



de l'indignité des hommes qui se comportent comme ça. Le numéro 100 existe encore, que les populations l'utilisent pour les démasquer. On continuera à faire la traque de ces personnes pour débarrasser de la Guinée de ses mauvais enfants. »

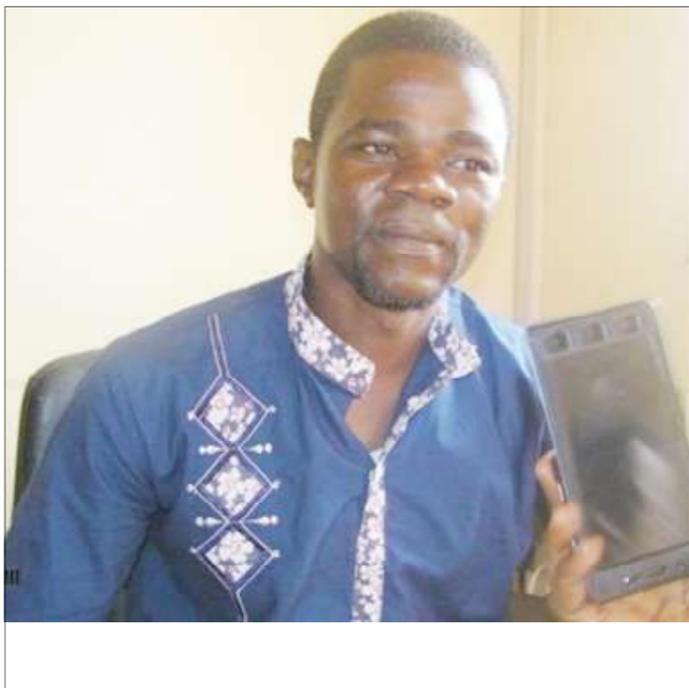
Avant d'annoncer : « des dispositions particulières ont été prises, la police militaire a eu des moyens supplémentaires pour continuer à faire des opérations de patrouille dans la ville de Conakry pour non seulement dissuader ces gens-là mais également pouvoir prendre en compte des militaires errant pour les ramener au camp et les mettre à la disposition de leurs commandants d'unités pour que le service pour lequel ils sont payés puissent se faire normalement dans les règles de l'art. Tous les militaires qui sortent dans les quartiers, partent dans les usines pour dire qu'ils sont à la mission du CNRD, porter plainte contre eux à la gendarmerie où au commissariat le plus proche. Et il saura répondre au moment venu. Mais personne n'est en mission du CNRD, si tel est le cas, une convocation officielle sera adressée à l'entité et saura répondre à un moment venu et tant que ce n'est pas le cas, considérez que c'est du faux. »

Bhoye Barry et
Abdoul Lory Sylla

Francis Haba, président de l'UGDD

« Pour le moment nous sommes dans un flou total... »

Dans un entretien accordé à notre reporter, le mercredi 20 octobre 2021, le président de l'Union guinéenne pour la démocratie et le développement (UGDD) pose son regard sur les actes posés par le CNRD. Francis Haba revient aussi sur la durée de la transition proposée par l'ANAD. Lisez !



Bonjour Francis Haba, les Guinéens sont dans l'attente de la formation du gouvernement de transition. Comment vous, du côté de l'UGDD vous vivez cette attente ?

De toutes les façons, on a accueilli l'avènement de ce nouveau pouvoir avec beaucoup de joie et beaucoup d'espoir. Ils sont en train de mettre en œuvre des actes majeurs dans le sens de la réconciliation et dans le sens de l'apaisement de la vie sociopolitique. Dans la charte de transition, le Premier ministre une fois nommé à jusqu'à trente jours pour nommer le gouvernement. Nous attendons à ce qu'il fasse des consultations élargies au sein de la société civile élargie auprès des partis politiques, nous sommes surtout auprès des acteurs majeurs. Mais pour le moment nous sommes dans un flou total parce qu'il n'y a pas de cadre de dialogue en tant que tel. Nous ne savons pas de façon claire comment est-ce que les consultations sont en train d'être faites.

Est-ce que l'UGDD est prête à appartenir au gouvernement de transition ?

Absolument ! L'UGDD faisait partie des partis politiques et ses militants qui

étaient à l'avant-garde de la lutte contre le système, de la lutte contre le troisième mandat. Nous avons été au FNDC puis à l'ANAD, nous avons tout fait pour que la Guinée puisse avoir un nouvel espoir. Mamadi Doumboya est venu nous donner ce nouvel espoir. Nous sommes disposés à donner notre contribution que ce soit au CNT ou au futur gouvernement ou en tout cas dans d'autres fonctions, là où nous pouvons exprimer notre expérience, notre compétence.

La durée de la transition n'est toujours pas connue. Et l'ANAD à laquelle vous appartenez a proposé 15 mois. Dites-nous pourquoi ce délai de 15 mois ?

Normalement un temps raisonnable peut nous permettre de mettre toutes les institutions républicaines, toutes nos lois pour pouvoir organiser une élection libre et transparente. Nous avons identifié un certain nombre d'activités, nous les avons planifiées dans le temps, notamment la mise en place du cadre de dialogue, la mise en place du gouvernement, la mise en place du CNT, en gros les organes de transitions, et la mise en place de l'organe des élections provisoires qui pourra organiser les élections locales et les

élections législatives et présidentielle couplés.

Nous avons dit, puisque de toutes les façons les nouvelles autorités ont dit que la justice sera leur boussole. Il faudra faire en sorte pour que tous les crimes de sang qui ont été commis lors des 10 dernières années ou 11 dernières années et les crises économiques, qu'il y ait des enquêtes et que les coupables soient traduits devant les juridictions nationales. Maintenant toutes les activités sur des bases légales. Nous avons planifié tout ça dans le temps. Nous avons dit que 15 mois étaient un temps raisonnable pour permettre à la Guinée de retourner à l'ordre constitutionnel.

Vous ne pensez pas que le délai de 15 mois est court pour dérouler toutes ces activités ?

L'équipe que nous avons mise en place était constitué des experts... d'anciens de la CENI, d'anciens du CNT, d'anciens ministre et des gens qui connaissent la transition, les activités que nous avons énumérées iront de façon parallèle. Pendant que le CNT est en train d'élaborer la constitution, l'organe de gestion des élections sera en train de rédiger le fichier électoral. Le référendum que nous avons prévu peut être organisé en trois mois, c'est l'une des élections les plus faciles.

Nous, nous avons demandé à ce que les élections législatives et présidentielles soient couplées, cela nous donne un gain de temps et ça nous donne aussi beaucoup d'économies pour que notre pays puisse utiliser ces fonds-là, dans d'autres secteurs pour la population.

La question tourne autour du recyclage. Quand on dit qu'il n'y aura pas de recyclage. A votre avis on s'adresse à qui ?

Vous savez, on ne peut pas mettre tout le monde dans la même assiette, tout le monde n'a pas été promo-

teur de troisième mandat, tout le monde n'est pas responsable de crimes économiques ; ces crimes de sangs, ce sera à la justice de se prononcer sur tous ces cas. Les promoteurs de troisième mandat, nous pensons que si la justice doit être juste, ceux-là doivent effectivement être exclus, puisque la Guinée a ratifié les instruments sous régionaux : la charte africaine de la démocratie et de la bonne gouvernance et des élections.

Par rapport à cette question de recyclage, est-ce qu'il ne faut élargir à d'autres qui ont gouverné le pays précédemment ?

Exactement il y a beaucoup d'autres personnes à l'ombre qui sont du RPG, nous ne sommes pas contre ceux-là, mais ceux qui ont mis la Guinée à genoux, il faut que le Guinéen commence à respecter le droit.

Entretien réalisé par Alpha Amadou Diallo

Incendie au grand marché de N'zérékoré

Des milliards et 163 conteneurs et leurs contenus partis en fumée (bilan provisoire)

Le vaste incendie qui s'est déclaré au grand marché de N'zérékoré dans la soirée du samedi 23 octobre dernier a fait d'importants dégâts matériels.

Pour le moment, difficile de se prononcer sur l'origine de ce drame même si la piste électrique n'est pas écartée, selon plusieurs témoignages.

Selon les premières informations auprès du président de la chambre préfectorale du commerce, ce sont au total 443 conteneurs qui ont été décoiffés et 163 réduits en cendres avec leurs contenus.

« Nous avons mis une équipe mixte en place qui est en train de travailler jusqu'à présent au marché. Nous avons recensé 164 conteneurs et leurs contenus qui ont été calcinés totalement.

Je ne pourrai pas vous dire combien d'argent les gens ont perdu. Mais ce sont des milliards. Mais nous sommes en train de travailler pour vous fournir ce que les gens ont réellement perdu », a expliqué Amaragbé Camara.

Répondant à la question relative à l'occupation anarchique du marché par les conteneurs, le président de la chambre préfectorale du commerce a indiqué ne pas être responsable de cette situation mais plutôt la commune.

« Nous à notre niveau, on avait décidé de mettre fin à l'installation des conteneurs. Mais c'est la commune qui a autorisé aux commerçants de s'installer. Nous ne sommes pas responsables de ça », a-t-il tranché.

Mediaguinee.com

Morissanda Kouyaté aux commandes des AE

« Nous demandons que l'on respecte la Guinée »

Le tout nouveau ministre des Affaires étrangères (AE), de la coopération internationale, de l'intégration africaine et de Guinéens de l'étranger, Dr. Morissanda Kouyaté a été installé dans ses nouvelles fonctions ce mardi par le ministre secrétaire général du gouvernement, Abdourahamane Sikhé Camara. En présence de certains cadres du CNRD.

A l'occasion de cette cérémonie, le patron de la diplomatie guinéenne n'a pas manqué d'inviter les Guinéens à être indépendants dans un monde interdépendant.

« Nous sommes un pays qui fait de la diplomatie dans la dignité. Nous sommes un pays qui a refusé de ramper pour subir son histoire, nous l'avons assumée le 28 septembre 1958. C'est ce non historique qui est le point nodal de la diplomatie guinéenne, il ne faut jamais l'oublier. C'est pourquoi durant mon séjour à l'étranger, il arrivait souvent que j'ai les larmes aux yeux quand je voyais que des pays que nous avons aidés à se libérer et des pays que nous avons aidés à s'affranchir de la colonisation au prix du sang des Guinéens, je voyais ces pays prendre la hauteur, la préséance avant notre pays, avant la Guinée. Cela me fendait le cœur. Je ne pouvais pas imaginer qu'un jour je me retrouverais ici par la confiance de monsieur le président pour essayer de changer cela. », a déclaré Dr. Morissanda Kouyaté.

Et de poursuivre : « alors le défi que je me lance, je vous lance à vous aussi chers compatriotes, la souveraineté est tout à fait simple, c'est quand nous décidons de décider et quand nous décidons de ne pas décider. Nous croyons pas que nous les Guinéens que notre sort se trouve à l'Union européenne, que la vie du



paysan de Malakouta, que la vie du paysan de Panziázou se trouve dans les mains des députés européens, des députés chinois ou des députés américains....Donc à nous de forger notre pays par nous nous-mêmes ».

Par ailleurs de préciser : « c'est pourquoi je voudrais vous dire chers compatriotes ce qui s'est passé ici le 05 septembre est significatif. Je l'ai dit à la tribune des Nations-Unies, je refuse de parler de coup d'Etat. Ce qui s'est passé se sont des Guinéens qui ne sont venus de nulle part, ils ne sont pas

venus dans les vedettes, ils ne sont pas venus dans les avions. Ce sont les enfants de la Guinée qui ont décidé de donner une orientation normale à la Guinée. »

« Nous demandons dans la diplomatie guinéenne c'est que l'on respecte notre pays puisque nous respectons les autres. Je voudrais partager une seule phrase avec vous : nous devons être indépendants dans un monde interdépendant. Si nous faisons cela, notre dignité restera toujours debout », a-t-il invité.

Maciré Camara

Racket sur les routes

« Tant que rien n'est fait, nous allons continuer à dénoncer »

(Frébory Donzo)

Les instructions données par les nouvelles autorités, la semaine dernière, concernant la suppression des barrages routiers à l'intérieur du pays et l'arrêt des rackets le long de ces routes, tardent jusque-là à être appliquées.

Aussitôt informé de la situation, le président de l'union nationale des transporteurs routiers de Guinée, nous a fait savoir que les dispositions nécessaires sont en train d'être prises pour mettre fin à cette pratique.

Selon Frébory Donzo, plusieurs agents sont en

train d'être outillés dans ce sens, afin de démasquer les hommes en uniforme qui se livrent à cette pratique.

« Hier, on était avec le haut commandant de la gendarmerie nationale pour une réunion et c'était par rapport aux différentes remarques que vous venez de nous signifier. Donc, il nous a dit de lui donner deux à trois jours, que tout va rentrer dans l'ordre. Il a même appelé tous les commandants des différentes préfectures de la Guinée, et il leur a donné un ultimatum, pour dire si toute

Après l'incendie du marché de N'Zérékoré

Les politiques Guinéens tweetent !

Dans la nuit du samedi 23 au dimanche 24 octobre, un incendie s'est déclaré dans le grand marché de la ville de Nzérékoré, causant ainsi de nombreux dégâts matériels. Ce drame a suscité des vagues de réactions venant notamment des leaders politiques du pays.

A travers des publications sur les réseaux sociaux, ces acteurs ont, les uns après les autres, exprimé leur compassion aux victimes de ce sinistre.

C'est le cas notamment de Cellou Dalein Diallo, président de l'UFDG qui, dans un post sur son compte Twitter a écrit : « C'est avec une profonde émotion que j'ai appris la nouvelle du tragique incendie qui a ravagé dans la nuit du samedi au dimanche le marché Zali de Nzérékoré. Je tiens à exprimer ma compassion et mon soutien à toutes les personnes qui ont perdu des biens ou subi des préjudices. »

Dans la même lancée, le

leader du PEDN, Lansana Kouyate a également mentionné ceci dans un de ses nombreux tweets concernant cette situation: « Aux commerçants affectés et à l'ensemble des citoyens de ce grand centre d'affaires, j'exprime ma compassion et invite tous mes compatriotes à faire montre de solidarité à l'endroit des sinistrés. Avec le soutien de tous, ils réussiront à amorcer un nouveau départ. »

De son côté, Bah Oury a plutôt mis l'accent sur la nécessité de réaménager l'accessibilité des marchés. « Les marchands de Nzérékoré ont enregistré de lourdes pertes du fait de l'incendie au marché central. Nous réitérons la nécessité de réaménager l'accessibilité des marchés en toutes circonstances pour lutter contre les sinistres et pour améliorer aussi le cadre de travail », a posté le président de l'UDRG sur son compte Twitter.

Guinee7.com

fois maintenant un transporteur envoie un message pour les informer que quelqu'un a soutiré de l'argent, qu'il prendra des sanctions disciplinaires contre l'agent en question. Ils sont en train actuellement de former les gendarmes et qui seront équipés aussi qui vont sillonner. Ils ont dit levée des barrages, mais le contrôle n'est pas exclu. Il y aura des contrôles spontanés entre les préfectures. Tant que rien n'est fait, nous allons continuer à dénoncer », a-t-il insisté

Mama Adama Sylla



Pr Hassan Bah brise le silence

« Il appartient au ministère de la santé d'organiser le congrès de l'ordre... »

Alors que la coalition nationale des professionnels de santé déplore le non tenu du congrès de l'ordre national des médecins de Guinée, le président dudit organe s'est longuement expliqué au micro de mosaiqueguinee.com, ce mardi 26 octobre 2021.

Pr Hassan Bah, chef service de la médecine légale au CHU Ignace Deen, par ailleurs vice-président de cette organisation de moralisation qui assure au même moment les fonctions de président, a dans un entretien accordé à notre rédaction confié que l'initiative de renouvellement du conseil de l'ordre relève du département de tutelle.

Ce médecin légiste de renom rappelle que le dernier congrès de l'ordre date de l'an 2016, lorsque Abdourahmane Diallo était à la tête du ministère de la santé, sous la gouvernance Condé.

« Ce n'est pas au président de l'ordre de convoquer les électeurs, pour dire que je veux organiser le congrès, pour renouveler le conseil de l'ordre. Il faut que cela soit clair. Il appartient au ministère de la Santé d'organiser ce congrès. S'il y a dix (10), vingt (20) ou trente (30) ans que je n'ai pas organisé ce congrès, c'est le ministère de la santé. Alors, s'il y a une personne ou entité à s'adresser pour le renouvellement du conseil de l'ordre, il s'agit bien du ministère de la santé. Lorsqu'on vous dit qu'il y a seize (16) ans ça me fait rire. Le dernier congrès de l'ordre s'est tenu en octobre 2016, pendant que le Dr Abdourahmane Diallo était ministre de la santé, ça s'est passé au palais du peuple. Le professeur feu Naby Daouda Camara avait présidé la séance et c'est en ce moment qu'on a renouvelé le conseil de l'ordre. Je n'ai ja-

mais été président de l'ordre. C'est par la force des choses que je me suis retrouvé devant. Même le dernier congrès de l'ordre des médecins, c'est le professeur Ibrahima Baldé de la clinique mère et enfant qui a été élu président de l'organisation. Et le Pr Hassan Bah que je suis a été élu vice-président de l'ordre, mais si mon doyen est empêché pour des raisons de santé vous voulez que je croise les bras? Non! Voilà comment je me suis retrouvé au-devant de la scène, pour assurer les fonctions de président de l'ordre, parce que je ne pouvais pas laisser le navire chavirer. Maintenant, si le ministère de la santé n'organise pas le congrès qu'est-ce que je peux faire en tant que vice-président ou président? Je vous rappelle qu'à chaque fois il y a eu un ministre de la santé, je suis venu plaider pour le renouvellement de l'ordre. Ce n'est pas parce qu'ils ne l'ont pas fait, que je vais dire je n'en veux plus et trahir la confiance de mes pairs », a-t-il précisé dans une interview avec mosaiqueguinee.com.

Selon le professeur Hassan Bah, il fait partie des plus jeunes présidents des conseils de médecins dans la sous-région.

Pour ce professionnel de santé, la gestion de l'ordre des médecins est une grande expertise. Il invite donc la nouvelle génération à se rapprocher des doyens, en vue d'assurer la relève.

« S'il y a élection demain

je ne serai pas candidat. Il serait mieux de s'organiser pour voir dans quelle mesure on peut renouveler l'organe de moralisation, dans le respect de la déontologie médicale. Et s'ils sont élus à la base, ils (les jeunes) peuvent venir acquérir de l'expérience et peut-être un jour, ils seront présidents », a-t-il invité.

Mosaiqueguinee.com



« Pandora papers »

Vont-ils changer quelque chose ?



L'Afrique n'est pas épargnée par la tempête Pandora Papers. Sur le continent, des dizaines de personnalités sont visées par des allégations d'exil fiscal, mais la plupart gardent le silence.

Nouveau scandale ou coup d'épée dans l'eau ? Depuis début octobre, les révélations des « Pandora Papers » sur l'exil fiscal massif et systématique présumé de nombreuses personnalités politiques, businessman ou célébrités à travers le monde font la une des journaux.

Du Premier ministre tchèque au roi de Jordanie en passant par le président équatorien, tous sont accu-

sés dans cette vaste enquête menée par 600 membres du Consortium international des Journalistes d'investigation (ICIJ) d'avoir construit de complexes montages financiers dans des paradis fiscaux leur permettant d'échapper au fisc de leur pays. Des soupçons qui s'appuient sur 12 millions de documents et révèle l'implication de quelque 29 000 sociétés offshore.

Fiscalité internationale

En Afrique, plusieurs chefs d'État et autres responsables politiques sont épinglés. Ce scandale permettra-t-il de faire changer les choses ? La plupart des personnalités visées ont

pour l'instant choisi de garder le silence.

Seulement quelques uns, face à l'ampleur de la polémique déclenchée dans leur pays, ont pris les devants pour nier toute malversation et répondre en détail à ces al-

légations, à l'image du Prmier ministre ivoirien Patrick Achi.

Au-delà de ces cas particuliers se pose plus fondamentalement la question du civisme fiscal, en Afrique comme ailleurs.

Et sur ce front, si le continent enregistre des avancées – plutôt timides – notamment par le biais de l'accord sur la fiscalité internationale signé le 8 octobre dernier par 136 pays sous l'égide de l'OCDE, le chemin reste particulièrement long, en particulier sur le conti-

Par POV

Dessinateur de presse, William Rasoanaivo - alias POV - vit et travaille à Maurice.

Lisez le journal numérique sur le site

KèfinaFasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Liberté de la presse

RSF adresse une dizaine de recommandations aux autorités guinéennes

En conférence de presse ce mardi 26 octobre, le responsable du bureau Afrique de l'ouest de Reporters Sans frontières (RSF) a fourni aux médias présents à cette rencontre un document dans lequel cette institution fait 10 recommandations au Premier ministre guinéen pour garantir la liberté de la presse en Guinée.

Ci-dessous, ces 10 recommandations :

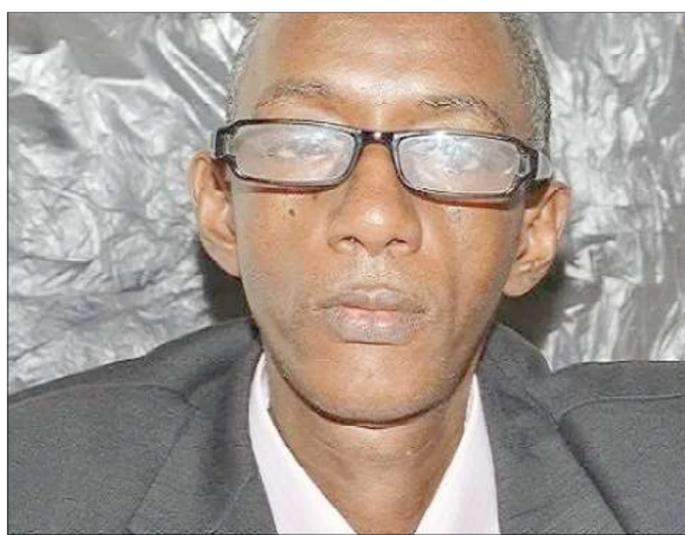
- Le président de la République et le gouvernement de transition affirment le caractère fondamental de la liberté, de l'indépendance et du pluralisme du journalisme pour la vie démocratique et la société guinéenne.
- Les autorités respectent le droit pour les journalistes des médias publics comme privés d'accéder librement aux informations et événements d'intérêt national.
- Les autorités guinéennes s'engagent à respecter la loi sur la liberté de la presse de 2010 mettant fin aux peines privatives de liberté pour les délits de presse en Guinée, et à cesser dans le même temps les arrestations et emprisonnements arbitraires de journalistes pour des délits de presse.
- Le président de la République s'engage à promulguer dans les plus brefs délais la loi sur l'accès à l'information adoptée en 2010.
- Le gouvernement garantit un environnement ouvert, libre et sûr aux journalistes. Les forces de l'ordre veilleront à préserver la sécurité des journalistes pendant les manifestations et à ne pas recourir aux confiscations de matériels.
- Le gouvernement s'engage à poursuivre les auteurs d'exactions commises à l'encontre des journalistes pour mettre fin à un climat d'impunité délétère pour la liberté d'information.
- La Haute Autorité de la Communication (HAC) garantit, comme la loi l'indique, le respect de « la pluralité, de l'expression des courants de pensée et d'opinion » dans les médias en assurant un « rôle de soutien et de médiation en vue d'éviter le contrôle abusif des médias par le gouvernement ». Elle veillera à respecter la liberté et l'indépendance des radios et télévisions en s'abstenant de toutes décisions non fondées en fait et en droit.
- L'indépendance de la HAC vis-à-vis du pouvoir exécutif devra être renforcée, en modifiant, par exemple, le mode de nomination de ses membres, en y intégrant plus de professionnels issus des médias indépendants, et en évitant un pouvoir de nomination accru des membres de la part du chef de l'Etat.
- Le gouvernement crée un fonds de soutien financier distribué de manière transparente, équitable et impartiale aux entreprises de presse afin qu'elles puissent poursuivre leur activité et faire face aux conséquences économiques de la pandémie de Covid-19 sur le secteur.
- Le gouvernement s'engage à développer et améliorer la formation, en particulier la formation continue, pour répondre aux besoins des journalistes et favoriser la production d'une information indépendante de qualité.

Al Hassan Djigué

Tribune

Comment rompre avec l'afro-pessimisme et créer une Afrique émergente

L'Afrique reste le continent de misères malgré ses immenses ressources nationales et l'endurance de ses populations galopantes. Qu'elle en est la cause et comment s'en sortir?



Depuis plusieurs siècles, les peuples africains sont victimes d'injustices et de **brimades** multidimensionnelles : la traite des Noirs, la colonisation, les dictatures, les pillages... La cohorte des atrocités infligées aux populations du continent noir n'a ni limite ni d'équivalent dans la civilisation moderne. Les auteurs de ces crimes perpétrés depuis plus de mille ans sont l'œuvre de peuples étrangers certes, mais aussi des Africains-mêmes. C'est évident quand des personnes sont constamment violentées pour le fait de leur race, marginalisées à cause de leur origine, leur histoire, il y a lieu de se demander qu'advient-il de leurs progénitures ? Elles seront des individus manquant d'estime de soi, des éternels soumis, des potentiels mendiants. Il se trouve que des peuples constitués des pareilles progénitures, comme c'est le cas de nous les Africains, ne pourraient pas renaitre et se frayer le chemin de la lumière, tant qu'ils ne trouvent pas le sursaut né d'un effort de surpassement et d'orgueil humains. C'est sur ce chemin qu'ils trouveront la lumière pour atteindre la liberté, donc le développement.

Le manque de confiance en soi d'où l'afro-pessimisme

Chez tout individu asservi et avili, le doute est inévitable. L'estime de soi en pareil cas sera au-dessous de la moyenne. C'est le cas de l'Africain. Ce syndrome touche les nations qui n'osent pas s'assumer, en puisant du très fond de leurs civilisations anciennes pour se projeter vers un avenir radieux. Chacune d'elles tombant dans la facilité, singe les autres civilisations, venues d'ailleurs, qui lui sont imposées par la barbarie, la duperie ou la persuasion. Par conséquent, en refusant d'assumer nos propres actes, nous sommes fragilisés et exposés à un double crime. D'abord, celui perpétré par l'autre venant de l'extérieur. Puis, celui commis par nos propres politiciens et gouvernants de mauvais acabit. Il est facile de croire, hélas naïvement, que les nôtres ne vont pas nous nuire, nous tromper quand on leur confie le pouvoir de conduire notre destinée. Car nous croyons en leur sincérité et leur faisons une confiance aveugle voire complice. Pourtant, à travers notre longue et douloureuse histoire: de la traite négrière

aux indépendances en passant par la colonisation, il s'est toujours avéré que des Africains exerçant le pouvoir ont été des complices voire des auteurs du système d'exploitation auquel est assujéti le continent noir.

Il est temps pour nous les Africains de comprendre le monde dans lequel nous vivons. C'est à nous de trouver la solution à nos problèmes. Personne d'autre ne réfléchira à notre place sur comment allons-chasser en nous le doute et le pessimisme qui nous infériorisent jusqu'au bas de l'échelle du développement. Ce doute qui nous empêche de réaliser que nous aussi, nous sommes capables de réaliser des prouesses. Quant à l'étranger, -ce n'est pas de la xénophobie ni du racisme-, il ne s'en soucie point. C'est son intérêt qu'il défend. D'où l'échec de tous ces folklores de coopération « gagnant-gagnant », « aide au développement », « solidarité nord-sud » etc. Ce ne sont que des concepts pour bourrer nos crânes pendant que les richesses du continent sont pillées et évacuées sous formes des matières premières, (donc sous-évaluées), vers des pays riches à travers d'autres continents. Pendant ces temps, nos Etats deviennent de plus en plus endettés car leur balance commerciale est constamment déficitaire, et nos chefs d'Etat qui ne sont en fait que "des gouverneurs noirs" dignes du régime colonial et leurs proches, détournent les maigres recettes de nos misérables économies pour les placer dans les banques des paradis fiscaux. Tandis que nous manquons de tout : eau potable,

(Suite à la page 9)

Tribune

Comment rompre avec l'afropessimisme et créer une Afrique émergente

électricité, écoles, hôpitaux, routes, logements décentes...

A ce stade, personne ne prendra l'Afrique au sérieux car elle demeure une non-entité économique. Pendant qu'ailleurs (Europe, Amérique, Asie ou Australie), on continue à découvrir des nouvelles idées novatrices nécessaires aux sociétés prospères et dynamiques. L'exemple asiatique est palpant. A moins d'un demi-siècle, la plupart des pays de cette partie du monde (la Corée du Sud, le Singapour, la Chine, la Malaisie, l'Indonésie, l'Inde...) qui étaient au même stade que les nôtres dans les années 1960, ont aujourd'hui intégré le club des économies émergentes voire puissantes. Tandis que les Africains, devenus plus pauvres et lourdement endettés, ainsi frappés par le faible estime de soi, se perdent dans des politiques socialistes ou *hyper-étatiques*. D'où nos Etats défailants. Et on s'y cramponne de force à croire que c'est l'unique voie pour accéder à la terre promise.

Le salut ne viendra pas de nos Etats-défaillants

Notre peur de s'assumer nous amène à confier nos avénirs à nos Etats, alors que ceux-ci conduits par des gouvernements téléguidés par l'impérialisme à travers les institutions de Breton Woods sont aussi défailants tout court. N'est-ce pas un complexe d'infériorité ?

Mais en partant de l'idée que tout problème a sa solution, on ose déduire qu'il est possible pour l'Africain de ressurgir sans assistance extérieure ; et quel que soit le complexe d'infériorité qui le ronge à force d'avoir trop subi. Parce que nous avons nos propres valeurs. Celles-ci combinées à celles positives issues de la Civilisation universelle ouvrent la porte menant au monde de la lumière. Il n'est plus à démontrer que l'Africain n'est pas entré dans l'histoire comme prétendait l'autre. Seule-

ment, l'Africain d'aujourd'hui perpétue le pire du colonialisme car il a l'esprit embrigadé par le néocolonialisme et impacté par la guerre froide marquant la seconde moitié du XX^{ème} siècle, et de nos jours par la guerre de positionnement entre les grandes puissances. A cet effet, outre la Françafrique, on entend maintenant la Chinafrique, la Russafrique, l'Amériquefrique et bientôt la Turquafrique. Et tout se rime à fric pour reprendre l'idée sublime de François-Xavier Verschave. Parce que l'Africain refusant de s'assumer n'est qu'une pompe à fric. Ceux qui se font convaincre que l'Africain noir est de niveau inférieur car il ne crée pas de valeur se nourrissent d'une peur de s'assumer. D'où l'afropessimisme. Et à force de rester à ne rien faire, ne pas croire en nous, laissant à tout aux politiques du type « peaux noires, masques blancs » dirigeant nos Etats défailants, nous donnons raisons aux pires racistes, notamment aux factions d'extrême droite.

A l'interne, ces tendances psychologiques négatives ont une manifestation de pire gravissime chez l'Africain. C'est la haine de l'autre. Ces dernières années, par exemple en Afrique du Sud, on a assisté à des scènes d'attaques xénophobes contre des Africains venant d'autres pays du continent. Malheureusement, la patrie du très vénéré Mandela n'est pas un îlot dans l'océan. Dans d'autres endroits de l'Afrique, il arrive que des dirigeants prennent des mesures restrictives contre des citoyens venant d'autres contrées. Un ressortissant de l'Afrique de l'Ouest voulant se rendre dans un pays de l'Afrique centrale ou de l'Afrique australe doit se munir d'un visa, parfois difficile à obtenir comme celui de l'Europe ou de l'Amérique, et vice-versa.

Les Nations européennes ne se gargarisent pas du pan-européanisme pour que leurs citoyens puissent circu-

ler librement dans leurs espaces respectifs. Leurs gouvernants ont simplement confiance en leurs ressortissants qui circulent et commercent sans entrave sur un marché plus ou moins libre. Ainsi, en Afrique la meilleure de commodités pour joindre les discours aux actes, nos gouvernants doivent simplement ouvrir les frontières au lieu de passer leur temps à prêcher le panafricanisme alors que chacun d'eux pro-meut le protectionnisme

dans sa propre prébende.

Se libérer de l'Etat-défaillant

Nous l'avons dit, les solutions de nos problèmes ne viendront pas d'ailleurs. Aussi, ce n'est pas à nos Etats défaillants de les trouver. Ce qu'on attend de nos dirigeants, c'est de nous créer un cadre de vie propice à l'épanouissement économique, social et culturel. Il s'agit, au premier bord de mettre en place un mécanisme

qui garantit et protège les droits de propriété privée et les marchés libres. L'aune de la voie menant à la prospérité passe par ces facteurs. A partir de là, les Africains seront en mesure de saisir l'opportunité et prendre leur propre destin en main.

Avec des populations en bonne santé et éduquées (en tenant compte de nos cultures et réalités tournées

(Suite à la page 10)

Europe

Le nombre de contaminations et de morts dus au Covid-19 repart à la hausse

La République tchèque est le pays le plus touché par ce rebond épidémique du Covid-19, suivie de la Hongrie et de la Pologne.

Dix-huit pour cent de cas supplémentaires en une semaine, et même 60% de plus depuis août-septembre : l'Europe subit, depuis début octobre, un rebond épidémique tant en nombre de cas que de décès, selon un comptage établi par l'AFP à partir de bilans officiels et arrêté au 25 octobre.

Les pays les plus touchés par ce rebond épidémique sont la République tchèque, avec une moyenne d'environ 3 100 cas par jour durant les sept derniers jours, soit 124% de plus que la semaine précédente, la Hongrie avec 2 000 nouveaux cas par jour, et la Pologne.

+ 16% de décès

Le nombre de décès est, lui aussi, en hausse : 3 120 décès quotidiens ont été enregistrés en moyenne sur la semaine écoulée, en aug-



mentation de 16% par rapport à la semaine précédente. La Bulgarie a enregistré un triste record de cas ces dernières 24 heures avec plus de 5 800 nouvelles contaminations et 243 morts.

Selon un rapport du **Global Preparedness Monitoring Board**, organisme indépendant créé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et la Banque mondiale, le monde n'a pas tiré les leçons de la pandémie de

Covid-19. « Si la première année de la pandémie de Covid-19 a été définie par un échec collectif à prendre au sérieux la préparation et à agir rapidement sur la base de la science, la deuxième a été marquée par de profondes inégalités et un échec des dirigeants à comprendre notre interdépendance et à agir en conséquence », constate cet observateur de la santé mondiale.

Rfi avec AFP

Tribune

Comment rompre avec l'afro-pessimisme et créer une Afrique émergente

vers les technologies de l'information), les Africains mis dans un esprit libre et créateur, vont retrouver l'estime de soi, c'est-à-dire briser la peur et être audacieux de s'assumer. C'est dans une telle disposition que chacun sera en mesure de saisir son propre destin.

Pour sortir de l'ornière, nous avons besoins des citoyens qui osent foncer pour pouvoir réfléchir, créer, produire par leur propre initiative et leur audace. Mais pas ceux qui s'abritent à l'Etat en cachant leur médiocrité. Le collectivisme à l'Etat tel que nous le pratiquons est contreproductif. Il engendre la paresse, la médiocrité, le népotisme et la corruption.

Pour y arriver, nous avons besoin d'Africains qui ont confiance en eux. Qui se fient à eux-mêmes pour créer et produire sans devoir se cacher sous la coupe d'un Etat pour dissimuler leur médiocrité. Des Africains qui se sentent égaux à n'importe qui dans le monde et qui puissent échanger, jouer et débattre avec qui que ce soit. La persistance à ce niveau détruit l'esprit de créativité et sacrifie l'espoir des générations émergentes. Tout ce qu'on a essayé ou calqué chez les autres entre le socialisme, le nationalisme, le libéralisme sauvage n'a entraîné que l'échec et désolation. C'est toujours un groupe d'individus dirigeants médiocres, car incapables d'innover, qui réfléchissent pour tout le monde. C'est pourquoi nous restons convaincus que les peuples africains ont besoin de leur propre révolution de lumière.

Il ne s'agit pas de reproduire ce que la Chine, l'Europe et l'Amérique ont fait. Mais, il faut placer l'individu en tant qu'unité de base d'un ensemble en lui accordant le maximum de liberté. Dans toutes les sociétés où l'homme en tant qu'individu, donc une unité de base d'un ensemble, bénéficie de la liberté de s'exprimer, de penser, de créer, de se mouvoir et de jouir de ses biens et services, il y a eu la prospérité, donc le développement. Tout individu bénéficiant de ces conditions de vie sortira le meilleur de lui-même. L'exemple chinois est éloquent pour ne citer que le plus récent.

Cela signifie que réduire la liberté d'une personne selon des bases irrationnelles (en établissant des contraintes liées à la race, la communauté, le genre ou la religion) détruit en elle toute capacité de création, ipso facto d'épanouissement. Voilà l'aspect négatif de nos pouvoirs autocratiques adoués des puissances étrangères dont la seule préoccupation est de s'enrichir au détriment d'une Afrique qui s'enfonçe dans la boue chaque jour davantage.

Pour sortir de cette merde, nous devons nous débarrasser de l'afro-pessimisme et se mettre au travail. Chacun doit travailler. Autrement dit, entre l'Etat et l'individu, à chacun de jouer sa partition pour en fin amorcer le chemin d'une Afrique émergente.

Oumar Kateb Yacine
Consultant-Analyste
Président de l'Institut Afrique
Émergente

Vers la nouvelle République

Le CNRD au four et au moulin



Ce sont des militaires qui semblent talonner nombre de leurs frères dirigeants civils sur le continent et dépasser d'autres dont le « règne » parfois si long et ennuyeux, aura été plus destructeur que bénéfique. Depuis le 5 septembre date de sa prise du pouvoir en Guinée, c'est cette image que nous renvoie le Comité National de Rassemblement pour le Développement (CNRD).

Conscient des erreurs du passé, ce groupe de militaires visiblement prêts a cru devoir prendre en main les destinées du pays avec la ferme volonté de remettre la pendule à l'heure. Ils ont certes appris l'art de la guerre mais dans un monde transversal et interdisciplinaire, il ne suffit pas d'être ce fin connaisseur des rouages de l'État ou ce pur produit d'une certaine école d'administration pour mériter la fonction présidentielle.

Rien ne sert d'avoir de grands diplômes quand on n'a pas à cœur la patrie qu'on est censé servir. Mamadi Doumbouya et ses frères d'armes du CNRD, s'ils ne trahissent pas l'esprit de la révolution en cours, dans quelques mois la Guinée et le monde entier trouveront en eux des soldats à l'image de ceux les capitaines Thomas Sankara et Jerry Rawlings.

« Ancien président du Ghana, Jerry Rawlings a appartenu à une génération de

jeunes militaires avides de réformes en Afrique de l'Ouest. Son impact sur la vie politique du Ghana s'est avéré unique et durable », lisait-on dans un article de Sabine Sassou (Rfi) paru le 13 novembre 2020.

L'histoire est têtue et l'auteur de rappeler que « Jerry John Rawlings, de son vivant, était déjà entré dans les annales. Surnommé « le rédempteur » au Ghana ou le « Che africain » par la presse internationale, il a fait partie des rares chefs d'État africains à avoir quitté pacifiquement le pouvoir, après avoir réformé leur pays en profondeur. »

Enfin cet autre extrait du même récit décrivant en peu de mots la grandeur d'esprit et de courage de l'homme (Jerry John Rawlings), « l'immortel »

« Chantre de la « bonne gouvernance », cet esprit libre qui ne mâchait pas ses mots est adulé par plusieurs générations d'Africains pour les valeurs d'intégrité et de respect du peuple qu'il défendait. Il représente pour certains une figure héroïque, de la même envergure que le capitaine Thomas Sankara, avec qui il avait des liens d'amitié. »

Aujourd'hui, les œuvres de ces deux grands panafricanistes et hommes en treillis inspirent beaucoup de jeunes révolutionnaires africains parmi lesquels le Colonel Mamadi

Doumbouya et ses camarades s'inscrivent progressivement au regard des actes combien rassurants qu'ils ont posés et continuent de poser en moins de deux mois d'exercice du pouvoir.

Après la promulgation de la charte et la nomination du Premier ministre de la transition, la nouvelle ossature du gouvernement est aussi connue. 25 départements ministériels et deux secrétariats généraux (celui du gouvernement et celui chargé des affaires religieuses).

Autant dire que la prochaine équipe gouvernementale sera moins pléthorique et peu gourmande que les précédentes. La rupture dans la nouveauté avec un Premier ministre technocrate (Mohamed Beavogui), loin du sérail, est un gage sûr de la dynamique de progrès qu'ambitionne le CNRD pour la Guinée.

À chacun d'y adhérer sans préjugé aucun. Ensemble nous devons travailler à l'image de marque de la Guinée otage de plusieurs années de gestion basée sur l'enrichissement illicite.

« La justice sera la boussole qui orientera chaque citoyen », a prévenu le Colonel président Mamadi Doumbouya dès le début. Une belle promesse dont on ne peut tirer les conclusions qu'après la transition.

Habib Thiam

Turquie-Afrique

Erdogan veut-il prendre le relais de la France ?

Le président turc est en tournée en Angola, au Nigeria et au Togo. Après l'annonce de la fin de Barkhane, il semble bien décidé à investir le terrain militaire africain, comme il l'a fait en Éthiopie.



Engagé dans une guerre sans merci avec les rebelles tigréens du TPLF, Abiy Ahmed n'a pas lésiné sur les achats d'équipements militaires. Et Ankara figure parmi ses principaux fournisseurs : selon l'agence de presse Reuters, dans le secteur de la défense et de l'armement, les exportations de la Turquie vers l'Éthiopie sont passées en un an de 203 000 dollars à 51 millions de dollars.

Gnassingbé, Kaboré et Weah

Ankara a-t-il maintenant pour ambition d'atteindre le même niveau de coopération militaire avec d'autres pays du continent ? Bien décidé à accélérer l'offensive diplomatique et économique de son pays en Afrique depuis que l'option d'un rapprochement avec l'Union européenne s'est éloignée au tournant des années 2000, Recep Tayyip Erdoğan vient d'effectuer une tournée en Angola au Nigeria et au Togo.

Mardi 19 octobre, il a ainsi fait escale pour quelques heures à Lomé, où il a été reçu par Faure Gnassingbé. Pour l'occasion, pas moins de deux chefs d'État de la région ont fait le déplacement : Roch Marc Christian Kaboré et George Weah. Si Erdogan ne vient pas à toi, il faut savoir aller à Erdogan... Le président burkinabè et le

chef d'État libérien ont chacun eu l'occasion de s'entretenir avec leur homologue.

Ankara a signé un accord militaire avec le Niger dont les clauses sont restées secrètes

Premiers pas sécuritaires

La Turquie a déjà un poids économique important en Afrique de l'Ouest, qui lui a notamment permis d'obtenir de plusieurs gouvernements de la sous-région la fermeture des écoles proches de la confrérie Gülen (du nom de l'imam qu'elle accuse d'avoir fomenté le coup d'État de juillet 2016), comme ce fut le cas dès 2017 au Sénégal. Sur le front sécuritaire, en revanche, la coopération avec les pays ouest-africains n'en est encore qu'à ses premiers pas. La Turquie, qui accueille depuis 2018 des officiers maliens pour des formations, a donné 5 millions de dollars à la force du G5 Sahel et a signé en 2020 un accord militaire avec le Niger dont les clauses sont pour l'heure restées secrètes.

Si Recep Tayyip Erdogan

a plaidé lors de sa visite « de travail » à Lomé pour un renforcement des échanges économiques entre les deux pays, il a surtout, fait inédit, signé avec Faure Gnassingbé un accord portant sur le renforcement de leur coopération militaire, alors même que Lomé s'emploie à renforcer ses capacités face au risque terroriste. Le président togolais devrait répondre dans un avenir proche à l'invitation de son homologue turc et se rendre à Ankara.

Recep Tayyip Erdogan cherche-t-il à combler les vides laissés par le retrait partiel de la France ? En juillet dernier, International Crisis Group relativisait cette avancée militaire de la Turquie sur le continent qui « vu sa faible ampleur, demeure pour l'instant peu susceptible de bouleverser les dynamiques régionales ». Mais le think tank n'en soulignait pas moins le risque de voir se « renforcer la compétition géopolitique dans la région ».

Par POV
Dessinateur de presse, William Rasoanaivo - alias POV - vit et travaille à Maurice.

L'indépendant
Votre journal
de tous les jeudis

Les « maris de nuit »

Entre sorcellerie et capitalisme

Dans «Afrodystopie. La vie dans le rêve d'autrui », l'anthropologue gabonais Joseph Tonda affirme que les malheurs et les frustrations du continent pourraient s'expliquer par l'existence d'un phénomène socio-culturel d'Afrique équatoriale.



Un livre peut être une petite bombe à retardement. Professeur de sociologie et d'anthropologie à l'université Omar-Bongo de Libreville, Joseph Tonda a discrètement tenté de larguer la sienne en publiant, en mai dernier aux éditions Karthala, *Afrodystopie. La vie dans le rêve d'autrui*. Aurait-elle explosé qu'il aurait déjà été excommunié de la communauté des intellectuels africains pour intelligence avec l'ennemi néocolonialiste.

Pour l'instant, le livre, qui connaît un relatif succès dans les librairies de France, fait monter la température dans des forums de messagerie instantanée, où des collègues d'Afrique francophone instruisent le procès de l'auteur, tant il est vrai que, dans cette communauté, la chasse aux intellectuels soupçonnés de « stigmatiser le continent pour plaire aux blancs » devient une activité à plein temps.

Jouissance et frustrations

Quitte à faire un sort à un essai qui sent bon l'exotisme à la Tarzan, autant le proposer en objet de débat. Déjà, il faut ouvrir le livre et y entrer sans trébucher sur le titre, *Afrodystopie*. Ô paradoxe ! Les laboratoires en

sciences humaines et sociales sont gangrenés par la novlangue que dénonçait pourtant George Orwell, le maître de la dystopie, du reste omniprésent dans les pages. Tonda, comme la plupart de ses collègues, est difficile à lire. Mais ne lui jetons pas plus la pierre que l'encens sans ausculter son propos.

L'anthropologue tente d'expliquer le malheur du continent par le fait que, sous l'empire du néolibéralisme triomphant, les Africains ont érigé l'argent en « valeur suprême ». Pour étayer son analyse, le chercheur met en exergue le phénomène dit des « maris de nuit », des entités rêvées qui ont des rapports sexuels avec des hommes ou des femmes pendant leur sommeil. « Ces entités procurent une extrême jouissance à celles et ceux qu'elles visitent, et l'expérience est si physique et puissante que, dans le même temps, elle les transforme dans la vie réelle en zombies », explique l'auteur dans un entretien à un quotidien français. Et Tonda d'ajouter que ces personnes, qui ne sont plus capables de travailler, s'en vont chercher la délivrance dans les églises de réveil.

(Suite à la page 12)

Santé... Santé... Santé...

Mon enfant a souvent mal au ventre, quand s'inquiéter ?

Un enfant qui a mal au ventre avant d'aller à l'école ou de partir en colo est une chose très courante. Faut-il s'inquiéter ? Comment aider l'enfant ? Les conseils de Florence Millot, psychologue pour enfants et adolescents.

Si l'enfant a mal au ventre, il faut évidemment éliminer en premier lieu une cause physiologique. Troubles digestifs, parasites, infections virales, traumatisme, infection urinaires, appendicite, les maux de ventre peuvent avoir des origines très diverses. Il convient donc de consulter en premier lieu un médecin. Mais comme l'explique Florence Millot, **le mal de ventre dont l'origine est psychique est assez facile à identifier.** «Ce n'est pas une douleur qui évolue, c'est une douleur constante. Et surtout, elle est associée à un moment particulier : l'école, un examen, un stress», détaille la psychologue.

Les signes d'un mal de ventre d'origine psychique

Un mal de ventre associé à une plainte, à un besoin de câlin ou une douleur qui perdure sont autant de petits signes de somatisation. Un symptôme qui est comme un appel à l'aide, à la présence du parent. «Cela n'exprime pas forcément de problème psy mais est le signe d'un message que l'enfant n'arrive pas à exprimer», explique Florence Millot. Le premier niveau d'expression c'est : je m'exprime par la bouche, par les mots. La seconde étape c'est : je n'arrive pas à m'exprimer donc j'imprime dans mon corps et je commence à somatiser», décrit la psychologue.

Ces maux de ventre peuvent également exprimer quelque chose de beaucoup plus lourd que le simple «je ne veux pas aller à l'école». Un senti-



ment en lien avec un divorce, une forme de violence. «Dans ce cas là, l'enfant peut développer un trouble psychologique potentiellement plus lourd», explique la spécialiste qui appelle évidemment à la vigilance.

Les maux de ventre, une manifestation courante du stress chez l'enfant

Le mal de ventre est la première manifestation de stress chez les enfants. «**L'intestin est le deuxième cerveau.** Dès qu'on reçoit une mauvaise nouvelle, on ressent comme un coup de poing dans le ventre. Un stress va immédiatement se répercuter sur la capacité à aller aux toilettes et provoquer diarrhée ou constipation. Cela n'a rien d'anormal ! Il y a vraiment une symbolique au niveau de la digestion. «Je gère,

je digère», les choses que je ne digère pas sont celles que je n'ai pas dites», analyse la psychologue.

Mon enfant a tout le temps mal au ventre, comment l'aider à aller mieux ?

L'objectif va être de discuter avec l'enfant et de **l'aider à libérer ses angoisses.** On peut émettre des hypothèses sur les raisons de ces douleurs, l'accompagner à s'exprimer. «Il faut prendre en compte ce ventre, lui parler. On peut commencer par le toucher, un petit massage, une bouillotte. On aide l'enfant à bien respirer en posant la main sur le ventre et progressivement on fait remonter du corps à la représentation», recommande Florence Millot.

Merci à Florence Millot, psychologue pour enfants et adolescents.

Topsante

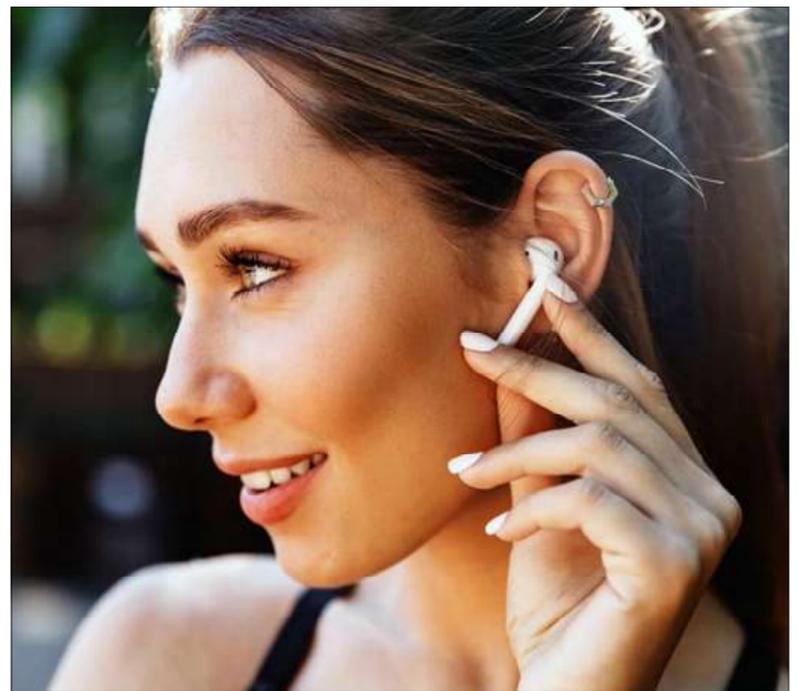
Lisez le journal numérique sur le site

KèfinaFasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Pourquoi garder ses écouteurs toute la journée est mauvais pour les oreilles ?

Une étude souligne que le port permanent d'appareils intra-auriculaires serait mauvais pour la santé de nos oreilles.



On les porte pour discuter au téléphone, en réunion, dans les transports en commun, pour écouter de la musique derrière son ordinateur, pour aller courir... Les écouteurs font de plus en plus partie de notre quotidien. Ils sont légers et pratiques, et depuis qu'ils n'ont plus de fils pour s'emmêler, on a carrément tendance à les oublier. Mais les avoir en permanence aux oreilles n'est pas bon pour la santé, explications d'après un article paru dans The Conversation.

Vous est-il déjà arrivé d'avoir l'impression que vos oreilles étaient plus chargées en cire après une longue journée avec vos écouteurs ? Cela ne serait pas étonnant. Car le fait de boucher le conduit de l'oreille en permanence empêche son bon fonctionnement. A savoir, **la production de cérumen, qui est produit par l'oreille pour protéger le tympan, où il s'accumule juste assez pour faire barrière aux agressions extérieures, bactéries, virus, champignons...** Avant de re-

monter naturellement le conduit pour être évacué (et éviter les bouchons) et se renouveler.

Risques d'inflammation

Ce système de nettoyage est mis à mal quand on empêche le conduit d'être ventilé, ce qui a notamment pour conséquence **d'empêcher le cérumen d'en sortir tout seul.** Vous pouvez sentir que vos oreilles sont plus cireuses et trouver cela désagréable. Mais cela peut aller plus loin : entraîner une inflammation ou un bouchon. Globalement, l'hygiène de l'oreille a besoin d'air, sans quoi la protection contre les bactéries et infections n'est plus garantie.

Essayez donc de ne pas utiliser d'écouteurs en continu. Et si vous n'avez pas la possibilité de les retirer pour laisser véritablement reposer vos oreilles et s'aérer, **alternez avec un système d'écoute qui n'entre pas dans le conduit, comme un casque** par exemple.

Source : Don't wear earphones all day - your ears need to breathe, The Conversation, octobre 2021.

Formation du Gouvernement et du CNT

Autopsie d'une élite qui souffre de la maladie de l'autre

Les médias traditionnels et sociaux, nous ont fait explorer ces derniers moments de notre belle – terrible histoire ; le fond des cœurs de nos légions d'activistes socio – politiques ; qui tristement, assurent n'avoir que ces choses ténébreuses, dites là, dans les ventres.

Les excommunications et pendaisons virtuelles, auxquelles nous avons assistés, nous impose, à repenser urgemment la société guinéenne et son éducation publique.

La mal gouvernance sur fond de méchanceté n'a rien cependant, à envier à cette piètre pratique. Car l'ignorance, l'arrogance et la bêtise les caractérisent tous.

La gouvernance bancal, l'insolence, la torpeur de l'esprit, la méchanceté pandémique et la haine des autres ; voici qui est répugnant ; qui jette l'hypothèque sur l'espoir et ruine la pensée lumineuse.

Que ceux qui se réchauffent de ces pauvres bois se rangent à présent. Ils ont été si misérables ; mais nous réussissons ensemble à les tirer du côté sombre de l'existence.

Un espoir pour l'équilibre.

Ce beau pays qui nous ressemble tous, est un grand mystère qui nous explore et nous fait éclater en pleine figure, les moissons de nos comportements dans notre quotidien ; le temps de notre compréhension de la nécessité de nous surpasser, aujourd'hui plus qu'hier et demain plus qu'aujourd'hui.

Nos devoirs que nous faisons à moitié, comme de bons demi- lettrés ; retiennent l'à-peu-près dans nos faits et gestes, puis nous abîment devant la face du monde ; mais surtout devant les pays du même âge que le nôtre. Lesquels assurément sont en ordre de bataille dans leur irréversible émergence.

Qu'avons-nous fait à nous-mêmes pour que nous soyons capables de pervertir la Lumière Divine grandiloquente, sur nos terres bénies ?

Les générations nouvelles sont censées réparer les bourdes de leurs aînés ; mais que font – elles de leurs cerveaux et de leur énergie ?

Chaque Citoyen devrait se mettre devant la glace ; jaugeur en main, pour peser à nouveau ; encore et encore tous ses mots et tous ses actes, avant de rebrousser chemin, par ces temps qui courent. Car cette transition – ci, est celle de l'espoir à l'équilibre et à la sympathie.

La refondation de la Nation guinéenne se fera dans l'Amour et la solidarité.

Le discours d'appel à l'amour n'est point un vain message. Il est le plus grand d'ailleurs, jusqu'ici. Car par amour, rien n'est impossible. Le Chef de l'Etat, Président de la Transition, Colonel Mamadi Doumbouya, n'aura pas eu tort. Faisons ensemble l'amour à la Guinée !

Car la haine qui sévit dans le cœur d'un seul guinéen se répercute dans l'ensemble de la société. Et tout ce que la haine accompagne finit par pourrir. Nous l'avons appris ici, ensemble à nos dépens.

Ainsi, cette transition – ci n'a pas besoin d'être escortée par la haine et « l'occulture », endémiques de notre grand à-peu-près ; qui a toujours accouché d'un gargantuesque n'importe quoi.

C'est pour démontrer aux sceptiques – alarmistes et adeptes de la théorie du complot, que l'arnaque n'existe pas en effet dans le devenir des sociétés. Celles-ci produisent elles-mêmes leurs boussoles. Le meilleur du moment (dans le cœur et dans l'esprit), restera toujours au-dessus de tous.

Arnaquer son esprit propre cependant, pourrait advenir du fait de ses lamentations indigestes devant l'opinion. Et là, nos crocodiles ne cesseront point de pleurer ; et nous non plus, ne cesserons de voir couler leurs larmes ; impuissants, estomaqués mais avertis néanmoins ; comme chez les pervers narcissiques.

La maladie des autres, curable.

Eux : différents, brillants,

strictes, innovants, correctes, aimables, humbles et loyaux ; de bonnes gens de la République souffrent de leur présence et de l'énergie positive qu'ils dégagent. Le rejet est systématique de ces Esprits de valeurs, par certaines âmes égarées mais récupérables par l'amour et la solidarité.

Et l'autre ne sera, ni ne se sentira sous les tropiques, ici.

Et tout va bien chez nous. A Faakoudou !

Je vous salue.

Mohamed Lamine Keita
Ecrivain / Poète



Les « maris de nuit »

Entre sorcellerie et capitalisme

Les « maris de nuit » sont des figures de l'imaginaire qui symbolisent tous les désirs irréalisés et irréalisables

Pour l'universitaire, ce rêve n'est ni plus ni moins que l'expression d'une « accumulation de frustrations liées aux conditions matérielles dans lesquelles se débattent les individus.

L'argent qui fait défaut, la maison qu'on ne peut pas construire ou acheter, les études qu'on ne peut entreprendre...

Bref, les maris de nuit sont tous ces obstacles et toutes ces frustrations qui se transforment, par le travail du rêve, en entités sans visage, sans nom, sans âge et même sans genre... Ils sont des figures de l'imaginaire qui symbolisent tous les désirs irréalisés et irréalisables. » Qui a jamais osé établir un lien entre maris de nuit (sorcellerie) et capitalisme ? On en écarquille les yeux.

Phénomène marginal

Relevons tout de même, pour le déplorer, que cet essai repose sur un phénomène – les maris de nuit – existant mais marginal.

En outre, la réalité qu'il décrit est aussi vieille que les peuplades bantoues. Pour exister, elle n'a pas attendu l'argent du colonisateur et encore moins les églises pentecôtistes. Reste que, vrai ou faux, le propos mérite d'être questionné.

L'auteur titille notre intelligence en donnant une interprétation nouvelle à la vie psychique de la société africaine contemporaine, alors qu'il est établi que cette dernière a été profondément et durablement affectée par les situations coloniales et postcoloniales.

D'ailleurs, *La vie dans le rêve d'autrui* explique peut-être, aussi, la propension de la classe dirigeante africaine à privilégier ses intérêts égoïstes au détriment du bien-être général. Elle qui est mue par un irrépressible désir de

conserver ou d'accumuler de la puissance pour dominer et soumettre ses semblables. En tout cas, Joseph Tonda en est persuadé : « C'est cela la structure du malheur dans lequel nos sociétés sont enfermées. » Pour en sortir, l'anthropologue prône la « révolution intellectuelle ». La formule est trop vague pour engager, mais ça ne coûte rien de l'approuver.

Par Georges Dougueli
Journaliste spécialisé sur l'Afrique subsaharienne, il s'occupe particulièrement de l'Afrique centrale, de l'Union africaine et de la diversité en France. Il se passionne notamment pour les grands reportages et les coulisses de la politique.

L'Indépendant

L'information
en toute
indépendance

Soudan

Les Soudanais refusent le coup d'État dans la rue, la communauté internationale fait pression

Le coup d'État au Soudan, avec l'arrestation par l'armée des dirigeants civils et la dissolution des organes de la transition, suscite une vive inquiétude dans le monde. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a réclamé la libération « immédiate » du Premier ministre Abdallah Hamdok ; Washington a réclamé le « rétablissement » des institutions.

À Khartoum et dans tout le pays, les manifestants n'ont pas attendu que **la communauté internationale** réagisse.

« Nous supportons la transition démocratique. Les autorités ont signé un accord constitutionnel qui les y engage. Nous nous opposerons à toute tentative de ne pas le respecter. Nous attendons un gouvernement civil, élu, rien d'autre. »

Cette nuit, malgré le couvre-feu, de nombreux Soudanais hérissaient des barricades dans leur pâtre de maison. Pour eux, le destin du pays se joue ici, dans les rues, alors que dans la soirée, des arrestations de militants étaient toujours en cours et que des *pick-up* chargés de soldats patrouillaient dans la capitale.

Répression

Certains militants ont trouvé des moyens détournés pour se connecter aux réseaux sociaux, des scènes de lynchages et d'humiliations ont inondé les fils d'actualité : des vidéos de femmes rouées de coup en pleine rue par des soldats descendus de *pick-up*, des étudiants de l'université de Khartoum couverts d'ecchymoses, cheveux rasés après avoir été frappés jusque dans leur chambre à coucher.

Face à une répression féroce, les manifestants scandaient lundi que leur révolution resterait pacifique. À minuit, une source au sein du ministère de la Santé dressait le bilan provisoire de la journée : sept morts et 140 blessés, rappelant qu'il pourrait très vite s'aggraver alors que de nombreux Soudanais semblent prêts à tout pour faire échouer ce putsch militaire. L'Association des profes-

sionnels soudanais, les comités de résistance ainsi que de nombreux syndicats ont appelé à la désobéissance civile et à la grève générale. C'est la même stratégie qui avait été adoptée en juin 2019, juste après le massacre orchestré par des soldats sur le sit-in du quartier général de l'armée.

« Les balles ne tuent pas. Ce qui tue, c'est le silence imposé au peuple ! »

Tard dans la nuit, alors que les communications n'étaient toujours pas rétablies, certains s'époumonaient encore : « *Les balles ne tuent pas. Ce qui tue, c'est le silence imposé au peuple !* »

Sur les réseaux sociaux, les manifestants de lundi ne sont pas du tout découragés par la violence de la répression. Au contraire, ils s'organisent et, pour cela, ils ont besoin de temps. On voit ici et là des photos de barricades qui bloquent les rues de différents quartiers de la capitale, c'est ce que les manifestants appellent le « tétis », une sorte de stratégie de guérilla urbaine pacifique, le temps que les forces civiles s'organisent et prévoient une plus grande manifestation dans les jours qui viennent.

À Khartoum, on est toujours sans nouvelles du Premier ministre Abdallah Hamdok et de la plupart des représentants civils détenus par l'armée depuis lundi matin dans un lieu inconnu. Le Conseil de sécurité de l'ONU doit tenir, ce mardi 26 octobre dans l'après-midi, une réunion d'urgence à huis clos.

Rfi.fr



Programme des Nations Unies pour le Développement



Au service
des peuples
et des nations

Recrutement d'un cabinet de formation Graphisme – Designer pour le compte du bureau de la Coordination du SNU (UN RCO) -Guinée

Dans le cadre de l'appropriation de l'approche « Delivering as One », à travers le Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement « PNUAD 2018-2022 », le Système des Nations Unies en Guinée prévoit un renforcement de capacités des membres du Groupe Inter Agence de Communication (GIC) pour l'élaboration de supports de communication de qualité afin de mieux éditer des outils de communications contribuant à l'amélioration de son image institutionnelle Conformément à la chartre graphique des Nations Unies.

Vu le rôle important que joue la conception des outils dans la communication, cette formation est une nécessité pour tous les chargés et points focaux communications du GIC des Agences.

Cela permettra au Groupe Inter Agence de Communication de s'approprier des logiciels nécessaires leur permettant de concevoir eux-mêmes des bons outils qui faciliteront leur travail au quotidien.

Elaborer les outils et supports de communication, conformément à l'approche « Delivering as One » permettront de renforcer la cohérence et l'efficacité de l'action du SNU, valoriser son image auprès des bénéficiaires, des partenaires nationaux et internationaux, tout en favorisant des changements importants à savoir : Mieux communiquer d'une « Seule Voix » pour assoir l'image d'une « Seule Institution » ;

- Harmoniser les documents et rapports produits par le SNU ;
- S'approprier la charte graphique du SNU proposée selon l'esprit « ONE UN ».

C'est dans cette optique que le Bureau du Coordinateur Résident du Système des Nations Unies en Guinée (UNRCO) recherche les services d'un cabinet spécialisé en mesure d'organiser une formation en graphisme / Design. Toute la mission doit se tenir en durée totale de 10 jours à partir du 10 novembre 2021. La formation des membres/ points focaux du GIC sur la conception des outils et supports de communication dans le contexte du DaO doit tenir compte de la nécessité pour les participants de poursuivre leur travail au quotidien.

L'objectif principal de la consultation consiste à recruter un cabinet pour former les membres/ points focaux du Groupe Inter-Agence de Communication (GIC) aux outils et techniques des logiciels clés du graphisme notamment Photoshop, Illustrator et InDesign. Une session sur l'importance du respect de la charte graphique en entreprise requise. VOIR TDR CI-JOINT

MODALITES DE SOUMISSION :

Les cabinets intéressés sont priés de déposer leur proposition (Offre technique & financière) :

Par courriel à l'adresse : offres.gn@undp.org, ayant comme objet :

« Recrutement d'un cabinet de formation Graphisme – Designer pour le compte du bureau de la Coordination du SNU (UN RCO) -Guinée »

Les propositions doivent être adressées à :

**Mr Boureima Younoussa, Représentant Résident Adjoint du PNUD en Guinée
Maison Commune des Nations Unies, Commune de Matam Coléah, Corniche Sud, Rue M002**

La date limite de dépôt électronique des propositions est fixée : **le jeudi 04 novembre 2021 à 16h 00, temps universel**

Il est important de noter que :

- Chaque envoi ne doit pas dépasser 5MB ;
- La soumission en version physique sous plis fermé n'est pas acceptée
- Toute offre reçue hors délai ou envoyée en dehors de l'adresse électronique : offres.gn@undp.org ne sera pas prise en considération ;
- Ne sont appelées à candidater que les cabinets/structures (nationales ou internationales habilitées à travailler en Guinée)

Si vous avez besoin d'informations complémentaires, vous pouvez soumettre vos questions à l'adresse suivante : aliou.mamadou.diallo@undp.org avec copie à : alsu.akmetdinova@one.un.org ; _et_eljaouhari@un.org.

Les réponses tardives du PNUD ne pourront pas servir de prétexte à la prorogation de la date-limite de dépôt des soumissions, sauf si le PNUD estime qu'une telle prorogation est nécessaire et communique une nouvelle date-limite aux soumissionnaires.

Les soumissionnaires intéressés sont priés de consulter la version intégrale du DAO à travers le lien de publication :

Procurement notice : https://procurement-notices.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=84940; ou la retirer au siège du PNUD à Coleah (Unité Procurement).

Durée maximale prévue du contrat : Dix (10) jours (voir détails dans les TDRs).

Le PNUD attend avec intérêt votre soumission et vous remercie d'avance de l'attention que vous portez aux opportunités commerciales qu'il propose.

Les candidatures de structures-cabinets qui intègrent la promotion du genre dans leurs activités sont très encouragées

« Le PNUD a une tolérance zéro pour la corruption.
Les services de recrutement et des achats du PNUD sont gratuits et aucun paiement n'est exigé pour nos services.
En cas de violation de ces principes, veuillez nous contacter par le biais de l'adresse email suivante : jedenoncelacorrruption.gn@undp.org »



TALENTS PLUS CONSEILS BENIN
Filiale de **TALENTS PLUS AFRIQUE**
Label de **G.R.H. en Afrique**

Solutions RH et SIRH
TALENTS PLUS CONSEILS BENIN
TALENTS PLUS E.T.T. BENIN
TALENTS PLUS CONSEILS MALI
TALENTS PLUS CONSEILS CÔTE D'Ivoire
TALENTS PLUS E.T.T. TOGO

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE

Dans ses attributions régaliennes, le Ministère des Travaux Publics de la République de Guinée, a entre autres, la charge de la mise en œuvre des projets de transports financés par les bailleurs de fonds internationaux. A ce titre, il est en affaires avec la Banque Africaine de Développement dont le portefeuille de projets comprend trois projets routiers en cours d'exécution. L'Unité de Gestion des Projets de la Banque Africaine de Développement (UGP-BAD) sera l'organe unique chargé du suivi de l'exécution des projets de transports financés par le Groupe de la Banque Africaine de Développement. Il s'agit du Projet de route Lola-N'Zoo-frontière de la Côte d'Ivoire en cours de réalisation dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'aménagement de routes et de facilitation du transport au sein de l'Union du fleuve Mano (PAR-FT/JFM), du Projet de route Coyah-Farmoréah-frontière de Sierra Leone, dont les travaux sont en cours d'exécution et du Projet multinational de route Boké Québo entre la Guinée et la Guinée Bissau dont les acquisitions sont en cours.

A ce titre pour la mise en œuvre de ces trois projets, le Cabinet TALENTS PLUS CONSEILS recrute, pour le compte de L'UGP-BAD, le personnel suivant :

- UN (01) COORDONNATEUR DU PROJET (H/F) (REF : TPC-1021R03CP) ;
- UN (01) RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER (H/F) (REF : TPC-1021R03RAF) ;
- UN (01) SPECIALISTE EN PASSATION DE MARCHES, CHARGE DES ACQUISITIONS (H/F) (REF : TPC-1021R03SPMCA) ;
- UN (01) SPECIALISTE EN SAUVEGARDE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (H/F) (REF : TPC-1021R03SSES) ;
- UN (01) SPECIALISTE EN SUIVI-EVALUATION (REF : TPC-1021R03SSE).

LIEU DE TRAVAIL : GUINEE CONAKRY

DUREE DU CONTRAT : 36 Mois

Consulter les Tdrs complets de chaque poste sur <https://www.talentsplusafrique.com/jns/index.php/offres-d-emploi.html>

L'avis est également lancé dans les journaux suivants : Indépendant, Lynx et en ligne sur journal des appels d'offre, cdiscussion, novojob, Twitter, Facebook, LinkedIn

L'un de ces profils est-il le vôtre ?

Dépôt en ligne : Déposez OBLIGATOIREMENT votre dossier par mail en précisant en objet : L'INTITULE DU POSTE à l'adresse : projetmtp@talentsplusafrique.com avec copie obligatoire au mail sankaba336396@yahoo.fr

Un accusé réception vous sera envoyé dès réception du dossier de candidature, cependant si vous ne recevez pas ledit accusé de réception, merci de bien vouloir renvoyer le mail.

Dépôt physique : En raison du COVID le dépôt des dossiers se fera uniquement de façon électronique par mesure de prudence.

PIECES A FOURNIR :

- Une lettre de motivation précisant le poste et sa référence ;
- Un Curriculum Vitae détaillé ;
- Les photocopies légalisées des diplômes obtenus ;
- Les photocopies légalisées des attestations de travail ;
- La photocopie du certificat de nationalité ;
- Un exemplaire original du casier judiciaire datant de moins de trois (03) mois.
- Une copie de la pièce d'identité/Passeport en cours de validité
- Une copie de la carte de vaccination COVID19

NB : Les candidat(e)s devront préciser :

- Les noms et contacts du DRH ou Premier Responsable (e-mail, téléphone, fonction et dénomination de l'entreprise) des trois derniers employeurs (hormis l'employeur actuel) ;
- Les noms et contacts (e-mail, téléphone, fonction et nom de l'entreprise) de trois personnes de référence.

(Tout dossier de candidature ne respectant pas cette exigence sera purement et simplement rejeté).

Date limite de dépôt : 29 octobre 2021

Pour plus d'infos : 00 229 95 10 91 51/ www.talentsplusafrique.com

UN (01) COORDONNATEUR DU PROJET (H/F) (REF : TPC-1021R03CP)

Sous l'autorité du Directeur national des routes nationales (DNRN), il/elle aura pour mission de piloter et de garantir la réalisation du projet conformément au plan défini par le Ministère et les Partenaires financiers.

Profil :

- Être titulaire d'un minimum BAC + 5 en Génie Civil ou tout autre diplôme équivalent avec une spécialisation en travaux routiers et/ou ouvrages d'art ;
- Avoir une bonne connaissance de la vision, de la stratégie et des objectifs de l'Unité de gestion des projets de la Banque Africaine de Développement (UGP-BAD) et de ses Projets ;
- Avoir une expérience en matière de coordination de projet ;
- Justifier d'une expérience confirmée et vérifiable de (15) ans dans le secteur TP dont sept (07) années dans l'exploitation en qualité de Directeur des Travaux ou Coordonnateur de Projet ;
- Avoir de solides connaissances en gestion afin d'assurer un suivi et un reporting financier de l'activité du projet ;
- Avoir une expérience et des compétences en gestion de projets ;
- Avoir des connaissances des différents corps de métier intervenant sur le projet ;
- Avoir une bonne capacité à analyser un dossier technique et à proposer des modifications techniques et financières ;
- Avoir des connaissances en métrage (surface, volumes...) et maîtriser les règles techniques liées à la construction d'un ouvrage (route, génie civil...);
- Avoir la maîtrise des outils nécessaires au métrage et à l'actualisation du cahier des charges (niveaux, laser mètre...) ou plus largement à la gestion de projets (MS Project, etc.) ;
- Maîtriser l'utilisation des logiciels spécialisés tels que AutoCAD, Civil 3D, MicroStation, STAAD Pro, SketchUp, GEOPAK Génie Civil Suite, etc ...;
- Avoir une bonne maîtrise de la langue Française;
- Disposer de bonnes capacités à piloter la performance ;
- Avoir de bonnes capacités à mobiliser et à fédérer ;
- Être capable de gérer une équipe pluri nationalités ;
- Avoir une bonne capacité à responsabiliser et à déléguer ;
- Avoir une bonne aisance communicationnelle et relationnelle ;
- Faire preuve de rigueur et d'organisation ;
- Avoir un esprit d'analyse et de synthèse ;
- Être orienté résultat ;
- Faire preuve d'initiative, de proactivité et réactivité ;
- Faire preuve d'éthique et d'intégrité ;
- Être capable de travailler dans un environnement multiculturel ;
- Parler l'Anglais est un atout.

UN (01) RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER (H/F) (REF : TPC-1021R03RAF)

Sous l'autorité du Coordonnateur de l'UGP-BAD, il/elle a pour rôle de garantir la tenue régulière, fiable, suivant les standards et l'orthodoxie des opérations administratives, financières et comptables des Projets mis en œuvre.

Profil

- Être titulaire au minimum d'un BAC + 4 en Finances, comptabilité, Audit et Contrôle de Gestion ou tout autre diplôme équivalent ;
- Avoir au minimum dix (10) ans dans le métier dont spécifiquement au moins cinq (05) années à un poste de Responsable Administratif et Financier et / ou Auditeur dans un Projet /Programme ou dans un organisme international ou grande entreprise de BTP régional ;
- Avoir une expérience dans le secteur BTP sera un atout
- Avoir une bonne connaissance de la vision, de la stratégie et des objectifs de l'Unité de gestion des projets de la Banque Africaine de Développement (UGP-BAD) et de ses Projets ;
- Avoir une excellente connaissance en Gestion Financière des projets ;
- Avoir une pratique des procédures de la Banque Africaine de Développement (BAD) et de l'Union Européenne (UE) ;

- Avoir des connaissances en gestion des Ressources Humaines ;
- Maîtriser les logiciels de gestion Comptable et Financière des Projets ;
- Être apte et disposé à effectuer des missions sur le terrain ;
- Pouvoir respecter et faire respecter les procédures ;
- Pratiquer et être habitué à travailler en équipe pluridisciplinaire et multiculturelle ;
- Être dynamique et disponible ;
- Démontrer la capacité à gérer des situations complexes avec calme et sérénité ;
- Démontrer une attitude constructive et une énergie positive dans son approche du travail ;
- Avoir une grande capacité d'organisation, de rigueur dans le travail, d'esprit de collaboration
- Avoir une excellente capacité d'anticipation, un bon réflexe et un sens élevé d'analyse ;
- Être capable de prendre des décisions et fixer des priorités ;
- Être organisé et méticuleux ;
- Être capable de travailler de manière autonome et sous forte pression ;
- Avoir le sens de l'écoute, de synthèse et de communication ;
- Être capable de travailler dans un environnement multiculturel ;
- Maîtriser parfaitement l'utilisation de l'outil informatique et des logiciels Microsoft (Word, Excel, PowerPoint, comptable, etc.) ;
- Avoir une bonne pratique de l'anglais écrit, parlé et lu est un atout.

UN (01) SPECIALISTE EN PASSATION DE MARCHES, CHARGE DES ACQUISITIONS (H/F) (REF : TPC-1021R03SPMCA)

Sous l'autorité du Coordonnateur de l'UGP-BAD, le/la spécialiste en passation des marchés assure toutes les procédures d'acquisitions de biens et services.

Profil

- Être titulaire d'un BAC+4 au minimum en Passation de marché, Ingénierie, Administration publique, Droit, Économie, Gestion ou tout autre diplôme équivalent ;
- Justifier d'une expérience minimum de dix (10) ans dans le métier incluant au moins cinq (05) ans à un poste de Spécialiste en Passation de Marchés sur un projet ou programme ou dans une grande structure régionale de BTP ;
- Avoir une bonne connaissance du code des marchés publics en Guinée ;
- Avoir une parfaite connaissance des procédures de la Banque Africaine de Développement (BAD) et l'Union Européenne (UE) ;
- Avoir une expérience dans le secteur BTP sera un atout ;
- Avoir une maîtrise de l'élaboration des Dossiers d'Appels d'Offres et Demandes de Propositions ;
- Être dynamique et engagé(e) ;
- Avoir une intégrité morale et professionnelle ;
- Avoir une bonne aptitude en communication ;
- Avoir une bonne capacité de résolution des problèmes liés à la Passation de marchés publics ;
- Avoir une capacité rédactionnelle, notamment une aptitude à préparer les rapports, documents et dossiers de passation des marchés ;
- Être proactif et avoir des aptitudes à travailler en équipe ;
- Être capable de travailler dans un environnement multiculturel ;
- Être capable de produire des résultats même sous pression avec une bonne capacité d'analyse ;
- Avoir une maîtrise de l'outil informatique, notamment une aptitude à travailler entre autres sur Excel, Word, PowerPoint.
- Avoir une bonne maîtrise de l'anglais écrit, parlé et lu serait un atout ;

UN (01) SPECIALISTE EN SAUVEGARDE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (H/F) (REF : TPC-1021R03SSES)

Sous l'autorité du Coordonnateur de l'UGP-BAD, le/la Spécialiste en sauvegarde environnementale et sociale sera chargé d'assister l'UGP-BAD dans l'intégration des aspects environnementaux dans le suivi de proximité des activités du projet.

Profil

- Être titulaire d'un BAC+5 en Science Environnementale, Ingénierie en études d'impact Environnemental (EIE)/PGES ou équivalent ;
- Avoir au moins dix (10) ans d'expériences dans les études ou audits environnementaux dont cinq (05) ans au moins à un poste similaire ;
- Avoir une solide expérience en EIE ou suivi environnemental de Programme d'aménagement ;
- Avoir une expérience dans le secteur BTP sera un atout ;
- Avoir une expérience avérée dans la préparation des évaluations d'impact environnemental et social, des plans de gestion environnementale et sociale ;
- Avoir des expériences probantes en suivi-évaluation de Programmes/Projets ;
- Avoir des expériences en formation et communication sur l'environnement ;
- Avoir une bonne capacité d'analyse et synthèse ;
- Avoir d'excellente capacité rédactionnelle ;
- Avoir une bonne capacité d'écoute et de communication ;
- Avoir un bon sens d'initiative ;
- Avoir le sens de la rigueur et de l'organisation ;
- Être honnête et intègre ;
- Être capable de travailler dans un environnement multiculturel ;
- Être capable de travailler efficacement en équipe dans un environnement multidisciplinaire avec un minimum de supervision ;
- Avoir une maîtrise de l'utilisation des outils informatiques et applications Microsoft Office, notamment les programmes informatiques suivants : Excel, Word, PowerPoint, E-mail (courrier électronique) et l'Internet ;
- Avoir une bonne connaissance de l'anglais écrit, parlé et lu serait un atout.

UN (01) SPECIALISTE EN SUIVI-EVALUATION (REF : TPC-1021R03SSE)

Sous l'autorité du Coordonnateur de l'UGP-BAD, le/la Spécialiste en suivi évaluation assiste le Coordonnateur dans le suivi-évaluation des activités du projet.

Profil

- Être titulaire d'un BAC+4 au minimum en Statistique, Economie, Planification, Suivi-évaluation et/ou Gestion de projets ou diplôme équivalent ;
- Avoir au moins dix (10) ans dans le métier et cinq (05) années d'expérience professionnelle en qualité de spécialiste en suivi évaluation de projets/programmes ;
- Avoir une expérience dans le secteur BTP sera un atout ;
- Avoir une expérience en gestion de projet, de la conception à la livraison ;
- Avoir une excellente connaissance des outils de collecte, traitement, analyse de données et une assez bonne capacité de développement de base de données ainsi que de diffusion des techniques de suivi-évaluation, du cadre logique, de la gestion axée sur les résultats ;
- Avoir une excellente maîtrise des tableurs et être capable de concevoir un système automatisé de suivi informatisé ;
- Posséder des qualités analytiques et rédactionnelles et avoir de l'expérience dans la production des rapports ;
- Avoir une bonne aptitude à travailler en équipe ;
- Avoir de bonnes capacités organisationnelles et de planification ;
- Disposer d'une bonne capacité rédactionnelle et de communication, d'analyse, de synthèse et de supervision ;
- Avoir une bonne aptitude à travailler en équipe et sous pression et une bonne condition physique permettant de participer à des missions de terrain ;
- Avoir une bonne maîtrise du logiciel d'analyse statistique (STATA, SPSS...), des logiciels de bureautique (EXCEL, WORD, POWERPOINT) et de projet MS Project ;
- Être capable de travailler dans un environnement multiculturel ;
- Avoir une bonne pratique de l'anglais écrit, parlé et lu serait un atout.

GUINEE CONAKRY
1XBET

LOTTERIE NATIONALE GUINEE

**PARIS
SPORTIFS
EN LIGNE**

NUMERO VERT
625 66 66 66

18 Jouons responsable

GUINEE CONAKRY
1XBET

LOTTERIE NATIONALE GUINEE

**PARIS SPORTIFS
EN LIGNE**

NUMERO VERT
625 66 66 66

18 Jouons responsable